



Communiqué de presse

Journée internationale d'action pour la Santé des Femmes

A l'occasion de la journée internationale d'Action pour la Santé des Femmes, dont rappelons le, l'objectif est de défendre le droit à chaque femme d'accès à des soins de qualité et adaptée, l'ADSF présente son état des lieux d'un an d'activités pour accompagner 709 femmes en situation de grande exclusion en Ile de France pour leur accès égal à des soins et à la santé.

Au travers de ces chiffres et ces constats, il convient de dire toute l'importance de cette journée pour la défense des droits des femmes.

En effet, que nous dit cet état des lieux ?



L'état des lieux 2017 présente l'état de la santé de plus de 700 femmes en situation de précarité et de grande exclusion en Île-de-France, accompagnées durant l'année 2017 par des équipes de bénévoles médicaux et médicales, psychologues clinicien·ne·s ou encore médiateurs et médiatrices de santé de l'association ADSF - Agir pour la santé des femmes.

Depuis 2001, l'ADSF se concentre sur la santé des femmes après un constat d'une insuffisance de la prise en compte des besoins des femmes dans les grands programmes d'aide en faveur des populations en situation de grande exclusion ou victimes de graves crises.

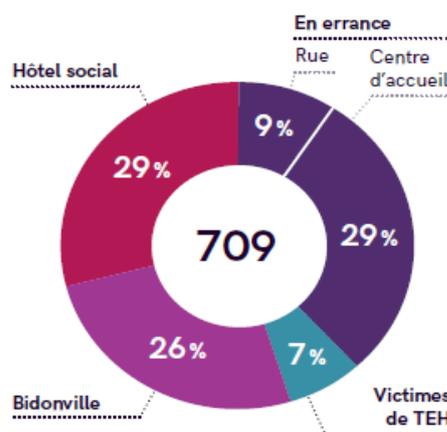
Ainsi, depuis, l'ADSF va vers les femmes en situation de grande exclusion pour leur permettre un accès égal aux soins et à la santé pour toutes. Cette démarche d'aller vers est aussi née du constat d'une stratégie différenciée des femmes dans des situations de crise

ou de grande précarité qui nécessite la mise en place de dispositifs qui leur soient propres.

Plus particulièrement depuis 2014, notre démarche est d'aller vers elles, à leur rencontre sur leur lieu de vie : bidonvilles, hôtels sociaux, campements, centres d'accueil et d'hébergement d'urgence, la rue pour les femmes en errance ou encore au Bois de Vincennes pour les victimes de TEH à des fins d'exploitations sexuelles. Mais c'est également pour répondre à la demande d'acteurs accueillant ce public pour leur proposer un accompagnement spécifique tenant compte de la spécificité de leur féminité et de leur parcours de vie

Ainsi au travers de la situation de ces 709 femmes, même si les conditions de recueil des données auprès d'elles ne correspondent pas à la rigueur statistique d'une enquête de population, cet état des lieux nous permet ainsi de témoigner de leurs conditions de vie et de mettre en lumière le lien étroit qui existe entre leur genre, leur contexte social et culturel, leur prise en charge, leur accompagnement et va conditionner leur accès aux soins.

Présentation de la file active de l'ADSF



L'accès à des soins pour une femme est un problème quotidien, en effet, le corps de la femme n'est pas celui d'un homme comme les autres : hygiène menstruelle, contraception, maîtrise de sa sexualité et sa fonction reproductrice, dépistages et préventions, cancers et pathologies féminines spécifiques, etc. C'est également un coût, en Europe, c'est en moyenne 650 euros qui seront consacrées par les femmes pour leur hygiène menstruelle !



©Patrick Bar / ADSF – Maraudes rue (avril 2018)

Nous le réaffirmons, quels que soient les profils (femmes en bidonvilles, hébergées, isolées, victimes de traite des êtres humains ou exilées-réfugiées), l'accès à une bonne santé sexuelle et reproductive pour toutes est et reste une préoccupation majeure de notre association. Mais il est également un problème de santé publique.

Car, en effet, les femmes en situation de grande précarité sont de plus en plus nombreuses, tous les acteurs en conviennent, mais la maîtrise de leur santé sexuelle et reproductive ainsi que mentale est parmi les facteurs principaux qui conditionnent leur

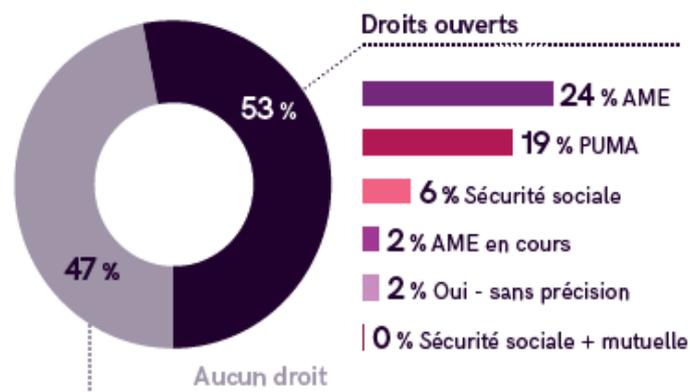
capacité et leur ressource pour leur autonomie et leur émancipation.

Pour toutes ces femmes, les besoins relevés ne le sont jamais uniquement qu'en termes de santé au sens de soins liés à des maladies ou pathologies. Les besoins concernent également leur « santé sociale ». Ce qui est aujourd'hui la première et principale barrière (ouverture de droits, accès au logement, autorisation d'être sur le territoire) conditionne et trop souvent fragilise leur situation et leurs perspectives de construire un autre projet de vie. En effet, sur l'ensemble des 709 femmes accompagnées, encore près d'une femme sur deux n'a pas de droit ouvert lui permettant un premier accès aux soins.

Enfin, la santé n'est pas à entendre que dans sa dimension physique ; il s'agit également de santé mentale et de bien-être, en témoignera le développement de nos activités qui vont en ce sens, répondant à des besoins relevés sur le terrain (violences, traumatismes, dépressions, troubles, victimes de traites, etc.).

L'ADSF s'inscrit donc dans une démarche de plus en plus globale, pour proposer une orientation et un accompagnement social, psychologique et médical, au moyen notamment de collaborations avec de nombreux partenaires associatifs et/ou institutionnels afin de répondre aux besoins des femmes. La santé est plus que jamais déterminante pour chacune d'entre nous pour son autonomie et son émancipation.

Ouverture des droits à la santé



Pourquoi une journée pour la santé des femmes ?

Parce que les femmes en situation de grande exclusion ont tendance à *s'invisibiliser* pour se protéger. Mais ce n'est pas parce qu'elles sont invisibles qu'elles doivent être oubliées !

Ainsi, en plus de la nécessité d'aller à leur rencontre, là où elles vivent, nous devons prendre en compte les spécificités de public féminin en situation de grande précarité. Les femmes en situation de grande exclusion deviennent visibles lorsqu'elles sont enceintes ou lorsqu'elles ont des enfants. Pourtant, la santé des femmes ne se limite pas à la grossesse et à l'accouchement.

L'accès gratuit et facilité aux protections périodiques et aux produits d'hygiène de base est déjà un premier pas.

En 2017, ce sont plus de 200 paquets de serviettes hygiéniques distribués par mois. Lors de nos accueils hygiène et santé, des femmes témoignent de l'importance de ces distributions de protections périodiques :

C, une Congolaise de 32 ans, vit dans un foyer pour femmes à Colombes : "Ça m'a changé la vie, ça coûte tellement cher !"

M, à la rue depuis plusieurs mois raconte avoir dû, à plusieurs reprises, "mettre du papier toilette ou du coton" lors de ses règles: "Dans certains centres d'hébergement, on nous donne du savon, du shampoing mais pas de serviettes".

Nous alertons aussi sur les raisons de départ spécifiques au genre, souvent méconnues (mutilations génitales, mariages forcés), et les violences subies durant les parcours de migration des femmes réfugiées, mais pas uniquement. Violences conjugales, sexisme et discrimination (emplois précaires, salaires inférieurs, rôle et place de la femme, rôle reproducteur, etc) sont aussi à prendre en compte.

De manière très concise, voici quelques situations concrètes auxquelles certaines femmes que nous avons rencontrées étaient ou sont encore confrontées, parmi tant d'autres pour lesquelles nous agissons chaque jour.

"Mme A est sans-abri depuis 15 ans. Elle a perdu tout contact avec son conjoint et ses enfants. Elle aimerait avoir un accès facilité aux douches, mais c'est compliqué pour elle : elle a besoin d'être portée, elle ne peut pas tenir debout. En attendant, elle se lave à la bétadine."

"Mme C a accouché il y a peu de jumeaux, sous césarienne. Elle aimerait se rendre à la PMI proche de son hôtel social pour assurer le suivi de santé de ses filles ainsi que la sienne, mais elle souffre de douleurs au ventre et n'a pas de poussette."

"Mme S aimerait consulter un•e psychologue. Elle est en grande détresse psychologique : elle vit avec son mari (d'un mariage forcé) et son enfant dans leur chambre d'hôtel social. Mais pour le moment, nous ne trouvons pas d'interprète ourdou, sa langue natale."

"Mme L vient de se faire expulser de son bidonville. Elle a été relogée dans un hôtel social. Elle a 46 ans et est enceinte. Elle a déjà 7 enfants. Elle aimerait avorter mais elle a peur d'aller à l'hôpital."

"Mme G a fait un dépistage. Il y a suspicion de cancer. Mais comme elle n'a pas de papiers d'identité, personne ne peut la prendre en charge à la hauteur de l'urgence de la situation ."

Au travers de cet état des lieux qui donnent un aperçu de 709 femmes alors qu'elles sont bien plus nombreuses, nous espérons ainsi témoigner pour elles de toute l'importance de cette mobilisation qui doit continuer pour prendre en compte les femmes dans leur composante intégrale et nécessitant le développement d'activités qui leur sont propres dans l'action en faveur des plus démunies, mais également pour toutes les femmes et la défense de leur droit universel.



© Patrick Bar / ADSF – accueil hygiène et santé ADSF – mars 2018

QUI SOMMES-NOUS ?

L'ADSF (Association pour le Développement de la Santé des Femmes) a été créée en 2001, par des gynécologues et des sages-femmes pour répondre à un désintérêt pour la santé de genre et à un déficit d'acteurs dans le champ spécifique de la santé des femmes dans l'action humanitaire. Son objectif est d'améliorer la santé physique, sexuelle, reproductive, mentale et sociale des femmes en grande précarité.

L'association regroupe près de 150 volontaires majoritairement de profession médicale, psychologique ou sociale, qui interviennent en France et à l'international.

Contact presse :

Géraldine Vernerey, communication@adsfasso.org, 06 52 67 60 83

Nadège Passereau, nadege@adsfasso.org, 06 10 58 22 20

ADSF - 18, rue Bernard Dimey 75018 PARIS

www.adsfasso.org - Facebook : www.facebook.com/adsfsantefemmes - Twitter : @_ADSF_